

## Le BCRA, service de renseignement de la France libre

Sébastien Albertelli

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/1783>  
ISBN : 978-2-8218-0506-4  
ISSN : 1965-0779

### Éditeur

Service historique de la Défense

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2007  
Pagination : 52-59  
ISSN : 0035-3299

### Référence électronique

Sébastien Albertelli, « Le BCRA, service de renseignement de la France libre », *Revue historique des armées* [En ligne], 247 | 2007, mis en ligne le 01 août 2008, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rha/1783>

---

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Revue historique des armées

---

# Le BCRA, service de renseignement de la France libre

Sébastien Albertelli

---

- <sup>1</sup> En 1946, le colonel Passy, fondateur et chef des services spéciaux de la France libre, se retrouva au cœur d'un vaste scandale. Le général de Gaulle, convaincu que les attaques dirigées contre son ancien subordonné visaient en réalité à le déstabiliser, se refusa néanmoins à intervenir publiquement en sa faveur. En privé, il n'en affirma pas moins lui conserver toute son estime, au motif qu'il lui devait « *l'organisation et la mise en place de l'ensemble des réseaux de renseignement de la France Libre* » <sup>1</sup>. Le propos souligne l'importance qu'avait revêtu pour le chef de la France libre, tout au long de la guerre, le travail du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) en matière de renseignement.
- <sup>2</sup> Au sein du BCRA, le travail de renseignement releva d'une section spécialisée, la section R, à qui sa collaboration avec l'*Intelligence Service* (IS) – parfois tumultueuse – permit d'obtenir de substantiels résultats. Ces résultats conférèrent au BCRA un poids tout particulier au sein de la France libre et ils constituèrent un des atouts dont le général de Gaulle estimait pouvoir jouer dans ses relations avec les alliés.

## La section de renseignement

- <sup>3</sup> Les services spéciaux de la France libre, qui ont marqué les mémoires sous le nom de BCRA, sont nés à Londres, le 1<sup>er</sup> juillet 1940. Le général de Gaulle avait alors décidé de constituer un état-major classique, au sein duquel le 2<sup>e</sup> bureau était chargé des questions de renseignement. Traditionnellement, ce bureau devait établir des plans de collecte de renseignements, les communiquer au service de renseignement (SR) et en tirer des directives destinées, en particulier, aux attachés militaires. Il centralisait ensuite les renseignements recueillis, à partir desquels il produisait des synthèses destinées au haut commandement. Dans le cas particulier de la France libre, le 2<sup>e</sup> bureau, constitué à Londres, fut chargé de se procurer lui-même les renseignements dont il devait faire la synthèse. Dès 1940, ce service fut donc à la fois un 2<sup>e</sup> bureau et un SR. Il définissait les renseignements recherchés, choisissait les agents qu'il actionnait et rédigeait les

synthèses destinées au commandement. De fait, s'il fallut attendre le 12 avril 1941 pour que le 2<sup>e</sup> bureau prît officiellement le nom de SR, les deux dénominations furent utilisées presque sans distinction dès juillet 1940.

- 4 En 1941 et 1942, le SR de la France libre élargit progressivement le spectre de ses activités, ce que traduit l'évolution de son nom : en janvier 1942, il fut renommé Bureau central de renseignement et d'action militaire (BCRAM) et, six mois plus tard, BCRA. Des sections furent mises sur pied pour s'occuper des évasions, du contre-espionnage (CE) et, surtout, de l'action subversive, d'abord uniquement militaire puis, à partir de l'été 1942, également non-militaire (NM), c'est-à-dire politique. À l'inverse des Britanniques, qui confiaient les différentes activités clandestines à des services distincts et souvent rivaux – notamment le MI6, le MI5 et le SOE –, le BCRA constitua donc une entité centralisée, chargée non seulement des activités de renseignement, mais de toutes les activités clandestines menées en France pour le compte de la France libre.
- 5 En dépit de cette diversification, la section de renseignement (section R) resta l'un des organes essentiels du BCRA. Dans ce domaine, le colonel Passy, fondateur et chef du BCRA, s'appuya longtemps sur André Manuel, un homme droit, ferme mais porté à la discussion et qui avait l'habitude de traiter avec les Anglo-Saxons. Au cours de l'été 1942, Manuel laissa la tête de la section R à son adjoint, Tony Mella, un artiste franco-britannique qui forma à son tour une équipe soudée avec son adjoint Stéphane Hessel, un ami qui terminait sa formation d'observateur dans l'aviation quand il avait été recruté par le BCRA. En septembre 1943, Mella dut céder la place – à regret – à un officier plus gradé que lui, Jean Fleury, alias Panier, qui avait créé en France un très efficace réseau de transmissions, le réseau Électre. Enfin, quelques semaines avant le débarquement, Panier fut remplacé par le dessinateur Roger Chancel, alias Chavaignac, ancien chef du réseau Phratricie<sup>2</sup>.
- 6 La section R constituait un service complet : elle prenait en charge les agents, de leur recrutement jusqu'à leur départ en mission, assurant notamment leur envoi en stage dans les écoles britanniques ; elle administrait les réseaux de renseignement et organisait les opérations aériennes et maritimes avec les services britanniques ; enfin, elle assurait la réception des courriers, leur transmission aux sections chargées de leur diffusion et la préparation des courriers destinés aux agents sur le terrain.
- 7 Les sections renseignement et action étaient les seules à monter des missions en France. Elles recevaient donc, sous forme de courriers et de télégrammes, des informations susceptibles d'intéresser des services extérieurs au BCRA, alliés (*l'Intelligence Service*) ou français (le commissariat à l'Intérieur – CNI –, l'état-major particulier, les états-majors d'armes, etc.). La diffusion de ces renseignements constituait l'une des raisons d'être du BCRA. La section R recueillant l'essentiel des informations, elle se chargea logiquement, initialement, de les classer, de les découper et de les fichier, puis de diffuser le résultat de son travail, notamment vers les trois 2<sup>es</sup> bureaux d'armes et le CNI. Elle perfectionna un triple classement – chronologique, géographique et thématique – de tous les renseignements parvenus à sa connaissance<sup>3</sup>. En 1942, la diffusion des renseignements fut progressivement prise en charge par d'autres sections que la section R : la section CE pour les renseignements sur les personnes, la section NM pour les renseignements politiques et la section A/EC pour les renseignements militaires. En 1943, la croissance considérable du volume de renseignements reçus de France obligea à imaginer un nouveau dispositif. Rémy, l'un des principaux agents de renseignement du service, dénonça « la lenteur exagérée apportée au dépouillement, à la diffusion et à l'utilisation des

*courriers* » que les réseaux de renseignement fournissaient au prix « *de sacrifices et d'efforts héroïques* ». Il obtint la création de deux sections du courrier spécialisées dans la frappe des stencils de documents voués à être diffusés <sup>4</sup> : une section du courrier politique, partie intégrante de la section NM, et une section du courrier militaire, dont il prit personnellement la direction.

## La section R et l'*Intelligence Service*

- 8 En juillet 1940, le 2<sup>e</sup> bureau noua des relations avec l'*Intelligence Service*, dirigé alors par Stewart Menzies et son adjoint, Claude Dansey. Faute de documents d'époque, il est difficile de savoir sur quelles bases les deux partenaires parvinrent à un accord. D'après Passy, les négociations s'engagèrent entre deux partenaires également dépendants l'un de l'autre, ce qui lui aurait permis de parler d'égal à égal avec ses homologues britanniques. Dans ses mémoires, il a évoqué l'union de « *l'aveugle* » britannique et du « *paralytique* » français : d'un côté les Anglais qui avaient un besoin vital d'être renseignés sur les préparatifs allemands en vue d'un débarquement, qui disposaient, à le suivre, de tous les moyens matériels indispensables – argent, postes radio, moyens de transport, etc. – mais qui « *avaient quitté la France sans laisser derrière eux la moindre organisation* » ; de l'autre, la France libre, un « *réservoir d'hommes* » prêts à « *retourner dans leur propre pays afin d'y observer l'ennemi, son dispositif et ses déplacements* » <sup>5</sup>.
- 9 De fait, l'IS avait été surpris par l'avancée rapide des Allemands et avait rapatrié tous ses agents qui se trouvaient en France. Or, il fut soumis à une forte pression de la part de Churchill, qui s'impatiait « *de ne rien savoir des intentions de l'ennemi et de ce qu'il préparait le long des côtes de France* » <sup>6</sup>. L'IS fut donc bel et bien obligé de s'appuyer sur les services des gouvernements en exil à Londres pour tenter de reprendre pied sur le continent <sup>7</sup>. Ainsi soutint-il les efforts des gouvernements tchèque et polonais en exil pour renouer des relations avec leurs ressortissants sur le continent. Une collaboration avec le 2<sup>e</sup> bureau de Passy lui permettait de disposer immédiatement d'un certain nombre d'agents capables de se fondre dans la société française.
- 10 L'idée d'un face à face entre deux partenaires égaux qui aurait abouti à un accord conclu aux conditions de Passy n'en demeure pas moins en contradiction avec tout ce que l'on peut savoir par ailleurs. D'une part, Passy éprouva le besoin, quelques mois plus tard, de réviser cet accord – qui ne devait donc pas être si satisfaisant – afin de le rendre plus conforme aux principes édictés par le général de Gaulle, sourcilieux en matière de respect de la souveraineté française. D'autre part, l'étude de la manière dont se nouèrent les relations entre l'IS et les services secrets du puissant allié américain montre à quel point l'IS refusait avec intransigeance le principe même d'une coopération sur une base égalitaire avec ses partenaires <sup>8</sup>. Enfin, les bases sur lesquelles s'établirent les relations entre le 2<sup>e</sup> bureau et le service britannique dédié à l'action subversive – le SOE – offrent une illustration de la conception profondément inégalitaire que les responsables des services britanniques se faisaient de leur collaboration avec leurs homologues de la France libre.
- 11 Les responsables de l'IS créèrent une section chargée de travailler en France, qu'ils confièrent tout naturellement au *commander* Dunderdale, le dernier chef de poste de l'IS à Paris. Ce dernier entreprit de reprendre contact avec les cadres des services de Vichy qu'il connaissait personnellement et, en Angleterre, il commença à recruter des Français

sans en référer à la France libre, dont il n'était pas un fervent partisan <sup>9</sup>. Les dirigeants de l'IS ne voulaient toutefois pas négliger les opportunités que la France libre représentait en matière de renseignement. Désireux de ménager un cloisonnement optimal avec leurs propres activités, ils constituèrent un second service pour travailler avec les FFL et ils le confièrent au *commander* Kenneth Cohen – alias Crane –, qui avait lui aussi travaillé à Paris avant la guerre pour le compte des services de renseignement britanniques <sup>10</sup>.

- 12 Lorsqu'il rédigea ses *Souvenirs*, Passy insista sur l'intransigeance dont il aurait fait preuve à l'égard des Britanniques dès 1940. En réalité, il n'adopta une telle attitude qu'à partir de l'été 1941. En 1940, en dépit de sa volonté de préserver la souveraineté française, il se refusait à engager une épreuve de force avec les Britanniques et il aspirait au contraire à établir une collaboration étroite et cordiale avec eux. Il estimait alors que les FFL devaient faire la preuve de leur désintéressement pour gagner « *l'estime et l'amitié des Anglais* » <sup>11</sup>. Début 1941, il reprochait encore amèrement au général de Gaulle son « *intransigeance* » à l'égard des Britanniques <sup>12</sup>.
- 13 En définitive, en 1940, il fut simplement acquis que l'IS fournirait au 2<sup>e</sup> bureau de la France libre les moyens nécessaires à l'acheminement de ses agents en France. En échange, il recevrait copie des renseignements que ces agents feraient parvenir à Londres. Cette collaboration se révéla éminemment fructueuse. Il est bien évident que, sans l'appui de l'IS, le BCRA n'aurait pu obtenir les résultats dont il put se prévaloir à la fin de la guerre. De fait, ce sont les Britanniques qui prirent en charge la formation des agents – formation au parachutisme, à l'usage des codes et des instruments de transmission, etc. – aussi bien que la fourniture des moyens matériels (postes de radio) et logistiques (transports aériens et maritimes, centrales de transmissions).
- 14 Toutefois, cette réalité ne saurait occulter les tensions qui marquèrent les relations entre le BCRA et l'IS. Le général de Gaulle, on le sait, entretint des relations tumultueuses avec le gouvernement britannique et s'érigea en défenseur intransigeant des intérêts de la France. Or, de son point de vue, la souveraineté française impliquait que toute opération menée en France relevât de son autorité et que tout agent français fût soumis à son contrôle. Par-delà ce contexte politique, l'IS comme le BCRA poursuivaient, chacun de leur côté, des objectifs propres qui induisaient des tensions avec leur partenaire. Le BCRA défendit avec d'autant plus d'âpreté la vision gaullienne de la souveraineté nationale qu'il entendait s'imposer comme l'une des administrations principales de l'État gaulliste en formation. De son côté, l'IS s'inscrivait dans un temps nettement plus long que celui de la guerre. Il entendait donc conserver toute sa marge de manœuvre à l'égard des Français en se ménageant des possibilités d'action indépendantes sur le territoire français.
- 15 À partir de 1941, les sujets de friction entre le BCRA et l'IS se multiplièrent. Passy estima bientôt avoir fait la preuve de son efficacité et exigea davantage de considération de la part des Britanniques. Il leur força la main et obtint la possibilité de fournir à ses agents, en sus du code britannique, un code français pour transmettre des informations relatives à l'administration des réseaux. Dans les faits, il s'agissait largement d'un gain symbolique : non seulement le code français ne concerna qu'une infime minorité des échanges entre le BCRA et ses agents, mais tout porte à croire qu'il ne conserva pas longtemps ses secrets pour l'IS. Cette petite victoire permit néanmoins à Passy de soutenir, jusqu'à la fin de la guerre, la fiction d'un respect de la souveraineté française par les Britanniques.
- 16 Certains sujets empoisonnèrent régulièrement les relations entre le BCRA et l'IS. Ainsi, les gaullistes ne cessèrent de reprocher aux Britanniques de se livrer à un débauchage des

Français, tant en Angleterre qu'en France, sans hésiter, parfois, à prétendre agir au nom du général de Gaulle. Pour sa part, l'IS estimait être dans son bon droit dès lors que les Français qu'il recrutait ne revendiquaient pas leur appartenance à la France libre. Le BCRA reprocha également à l'IS, non sans quelque raison, d'avoir tout fait pour l'écartier d'Afrique du Nord. Surtout, il l'accusa de brider son action, par antigaulisme, en refusant de lui allouer des moyens matériels – notamment en matière de transmissions et d'opérations – en rapport avec l'ampleur des possibilités dont il disposait en France. De son côté, l'IS reprochait au BCRA de s'être lancé dans l'action militaire au risque de mettre en péril ses réseaux de renseignement. Surtout, il lui reprocha d'instrumentaliser les moyens matériels qu'il mettait à sa disposition pour camoufler une action essentiellement politique, tout entière orientée vers la prise du pouvoir par le général de Gaulle. Force est d'admettre que ce reproche était fondé, Passy expliquant à de Gaulle, au cours de l'été 1943, qu'il lui fallait camoufler l'action politique « *derrière la recherche du renseignement militaire* »<sup>13</sup>.

## Les réseaux de la France libre

- 17 D'après Passy, ses discussions avec les responsables de l'IS, en juillet 1940, lui auraient permis d'imposer la notion nouvelle de « réseau de renseignement ». Les Britanniques auraient considéré le renseignement comme un métier très technique, nécessitant la formation, longue, d'agents capables d'observer eux-mêmes l'espace dont ils auraient la charge pour ensuite répondre à des questionnaires. En 1940, l'urgence des besoins de renseignements sur les préparatifs allemands n'étaient compatibles ni avec de tels délais de formation, ni avec le temps nécessaire à des agents professionnels pour s'introduire là où ils pourraient recueillir des renseignements susceptibles d'intéresser l'état-major britannique. Dans ses mémoires, Passy indique avoir alors proposé de trouver en France des gens qui, du fait de leurs fonctions ou du lieu où ils habitaient, pourraient répondre aux questionnaires qui leur seraient soumis. Dans ces conditions, les agents envoyés de Londres devraient moins se soucier d'être eux-mêmes de bons observateurs que de trouver un maximum d'informateurs bien placés, de centraliser les renseignements et de les faire parvenir dans les meilleurs délais au 2<sup>e</sup> bureau<sup>14</sup>.
- 18 Ces propos méritent pour le moins d'être nuancés. En effet, au cours de la Première Guerre mondiale, les services secrets britanniques, français et belges actionnaient déjà des réseaux d'agents dans les territoires occupés de Belgique et de France. À la fin de la guerre, un réseau comme la Dame Blanche regroupait plus d'un millier de civils dont les observations étaient regroupées par des agents itinérants et disposait d'une cinquantaine de postes d'observations ferroviaires, constitués le plus souvent de familles qui pouvaient se livrer à leur travail d'observation depuis leur domicile<sup>15</sup>. Plus que l'idée même de réseaux reposant sur l'engagement des victimes de l'occupation, c'est donc sans doute leur généralisation – à l'échelle d'une occupation elle-même étendue, cette fois, à la quasi totalité du continent – qui distingua la Seconde Guerre mondiale de la Première. Le rôle personnel de Passy dans cette généralisation fut sans doute bien plus modeste qu'il a bien voulu l'écrire.
- 19 La section R du BCRA a envoyé en mission environ 200 agents entre 1940 et 1944, dont 170 au maximum avant le débarquement<sup>16</sup>. Les qualités qu'elle recherchait chez un volontaire étaient à la fois morales, intellectuelles et « sociales ». Les qualités morales justifiaient la confiance mise et dans un volontaire et son utilisation comme agent. Les

qualités intellectuelles et « sociales » – le nombre, l'importance et les possibilités des contacts dont un volontaire disposait en France et sa capacité à se réinsérer dans la vie en France, en particulier en s'assurant une couverture commerciale – permettaient de distinguer ceux qui seraient utilisés comme organisateurs et ceux qui seraient formés comme agents techniques<sup>17</sup>. Gilbert Renault, qui a marqué les mémoires sous le pseudonyme de Rémy, disposait ainsi d'un vaste réseau de relations à Madrid et en France du fait de ses activités professionnelles dans le milieu de l'assurance puis dans celui du cinéma. Un homme comme Maurice Andlauer fit bénéficier le service de ses précieuses relations dans les milieux administratifs. Pour leur part, les opérateurs radio constituaient une catégorie très particulière d'agents. Ils étaient des rouages essentiels au bon fonctionnement des réseaux, mais leur travail était extrêmement ingrat, à la fois très dangereux et peu attrayant. On recherchait des hommes jeunes – hormis les professionnels, seuls les jeunes parvenaient à devenir de bons opérateurs –, techniquement au point, calmes et disciplinés<sup>18</sup>.

- 20 En 1940-1941, le service de Passy s'appuya sur les réseaux mis sur pied par Rémy, Maurice Duclos (Saint-Jacques) en zone occupée et Pierre Fourcaud (Lucas) en zone non occupée. Le réseau du commandant d'Estienne d'Orves fut démantelé début 1941, à la suite de la trahison de son radio. Au cours de l'été 1941, alors que les services londoniens prenaient conscience de cette catastrophe, les réseaux de Saint-Jacques et de Fourcaud furent à leur tour démantelés. La Confrérie-Notre-Dame (CND) de Rémy, qui s'étendait sur toute la zone occupée, devint alors le pivot de l'organisation en France. Certains de ses informateurs, notamment sur les côtes, étaient particulièrement précieux, comme Philippon (Hilarion) à Brest ou Jean Fleuret (Espadon), syndic des pilotes du port de Bordeaux.
- 21 À son apogée, la CND compta sans doute 2 000 agents. D'autres réseaux importants virent le jour. Certaines branches du réseau de Fourcaud survécurent à son arrestation et donnèrent naissance à de nouveaux réseaux, tels que celui de Maurice Andlauer (Antoine, Ali) et celui d'André Boyer (Brutus), bien implanté dans les milieux socialistes. En 1942, le BCRA chargea Christian Pineau, le chef du mouvement Libération-Nord, d'en constituer deux – Phalanx et Cohors – en s'appuyant sur les milieux syndicalistes. Jacques Robert, un membre de la CND, mit sur pied en zone sud le réseau Phratricie, qui devint l'un des réseaux les plus importants du BCRA.
- 22 L'année 1943 vit l'utilisation plus rationnelle des opportunités que les mouvements de résistance présentaient en matière de renseignement. En Zone sud, Henri Gorce (Franklin) fut chargé de monter le réseau Gallia pour centraliser les renseignements fournis par les mouvements<sup>19</sup>. En Zone nord, sous l'impulsion de Passy et Brossolette, partis en mission, chaque mouvement donna naissance à un réseau : Centurie pour l'OCM, Manipule pour Ceux de la Résistance, Turma pour Ceux de la Libération, etc. Cette multiplication des réseaux et leur ramification en sous-réseaux permit de faire face aux catastrophes qui s'abattirent sur le dispositif du BCRA, fin 1943. La CND elle-même fut démantelée. Toutefois, deux branches issues de ce réseau s'affirmèrent de nouveau au printemps 1944 (Andalousie et Castille). Les réseaux Cohors, Phalanx, Phratricie, Brutus ou Gallia continuèrent à envoyer de précieux renseignements à Londres. Certains se spécialisèrent, à l'image du réseau Ajax, monté par Achille Peretti au sein de la police.

## Le poids du renseignement

- 23 Si les résultats obtenus avant 1943 ne furent pas négligeables, cette année marqua une véritable rupture et le passage au renseignement de masse<sup>20</sup>. La section R reçut 700 télégrammes en 1941 et 920 en 1942. Parallèlement, elle reçut 42 courriers, tant en 1941 qu'en 1942, mais leur volume doubla en 1942 (de 1 145 à 2 360 pages). En 1943, le nombre de courriers reçus fut multiplié par quatre (167) et celui des télégrammes par au moins trois (2 756<sup>21</sup>). Enfin, au cours des huit premiers mois de 1944, le nombre de courriers fut maintenu (168) et celui des télégrammes de nouveau multiplié par au moins trois (8 025<sup>22</sup>).
- 24 Le contrôle d'une telle masse de renseignements de toute nature venant de France conférait au BCRA une grande force vis-à-vis de certaines administrations de la France libre. Ainsi, à partir de l'été 1942, le chef de la section NM du BCRA détermina les documents transmis au commissaire à l'Intérieur. André Philip, qui prit alors la tête du CNI, s'accommoda de cette dépendance à l'égard du BCRA. En octobre 1943, il rappela néanmoins au général de Gaulle que, faute de moyens, la section NM devait opérer des choix dans les documents qu'elle diffusait et qu'il lui était facile de retarder, voire d'ajourner *sine die*, la diffusion de certains documents<sup>23</sup>. Emmanuel d'Astier, qui lui succéda, jugea inadmissible une telle situation et obtint de haute lutte le transfert de la section NM dans le giron du commissariat à l'Intérieur. Néanmoins, jusqu'à la fin de la guerre, il reprocha au BCRA de lui dissimuler des informations. Dans le domaine militaire, le BCRA avait la maîtrise des renseignements les plus secrets sur la situation en France. Aussi ce service d'exécution prit-il bientôt en charge des activités de planification qui auraient dû relever d'un état-major : les plans d'action clandestine en France furent élaborés au sein du BCRA (section A/EC, puis Bloc Planning). Ainsi, le général Cochet, qui fut chargé, en mai 1943, de créer l'état-major des forces françaises qui participeraient au débarquement, fut-il réduit à l'impuissance dès lors que le BCRA rechignait à lui transmettre les renseignements qu'il détenait.
- 25 Plus généralement, le renseignement constitua un atout de poids dans les relations de la France libre avec les alliés, même s'il convient de ne pas le surestimer. Passy a expliqué que la recherche des renseignements militaires au profit des alliés permettrait à la France libre de les monnayer « *contre des avantages politiques d'intérêt national* »<sup>24</sup>. Dans ces conditions, la proportion des renseignements concernant la France donnés par le BCRA constitua un enjeu politique de première importance. Les gaullistes affirmèrent avec constance fournir aux services anglo-saxons l'essentiel des renseignements sur l'armée allemande stationnée en France. Leurs évaluations oscillaient entre 75 % et 95 %<sup>25</sup>. Les chiffres que livrent les archives anglo-saxonnes ne démentent pas toujours cet ordre de grandeur. Certes, début 1942, l'IS estima que les gaullistes ne contribuaient qu'à hauteur de 40 % au volume des renseignements reçus de France<sup>26</sup>. De même, on sait que le BCRA, entre juillet 1943 et juillet 1944, procura entre 23 % et 45 % des rapports reçus par les services secrets américains de Londres<sup>27</sup>. Néanmoins, en 1945, le chef des services spéciaux américains indiqua à Roosevelt que le BCRA avait fourni 80 % des renseignements sur lesquels le débarquement en Normandie avait été basé<sup>28</sup>. On ignore toutefois si ce chiffre prenait en compte l'immense moisson de renseignements effectuée par les alliés par le biais des observations aériennes et de l'interception des transmissions.



- 26 Un épisode comme le coup de main de Bruneval souligne l'importance que pouvaient revêtir ces renseignements pour les alliés. Dans la nuit du 27 au 28 février 1942, les Britanniques menèrent à bien leur première opération combinée et parvinrent à démonter et à rapporter en Angleterre la station radar allemande installée au-dessus de la plage de Bruneval. Le responsable britannique du renseignement militaire souligna le rôle déterminant que jouèrent dans ce succès retentissant les renseignements fournis par un membre de la CND, Roger Hérissé <sup>29</sup>.
- 27 En définitive, le renseignement constitua-t-il un moyen de pression efficace des gaullistes sur les alliés ? Fin 1941, l'IS affirma clairement qu'il préférerait cesser sa collaboration avec les gaullistes plutôt que de leur donner le contrôle des activités de renseignement en France. Quelques mois plus tard, exaspéré par le refus des alliés de l'associer à la préparation des plans d'action militaire concernant la France, de Gaulle écrivit à Alan Brooke et Anthony Eden une lettre dans laquelle il subordonnait, de façon très claire bien qu'implicite, la poursuite du travail en matière de renseignement à une meilleure prise en compte du point de vue français dans le domaine de l'action <sup>30</sup>. Force est de constater que cette menace n'infléchit pas la position du gouvernement britannique. Il n'en reste pas moins qu'au cours du second semestre 1943 et au début 1944, au moment où les gaullistes durent batailler pour s'imposer face aux partisans du général Giraud, les services alliés craignirent de voir se tarir le flux de renseignements qui leur parvenaient par le canal du BCRA s'ils pesaient trop nettement en faveur des giraudistes. Cette crainte constitua indéniablement un élément de la réflexion des alliés. Il n'est pas interdit de penser qu'elle les incita à ne pas pousser trop loin la pression qu'ils exerçaient alors sur le général de Gaulle.

---

## NOTES

1. GUY (Claude), *En écoutant de Gaulle : journal 1946-1949*, Grasset, 1996, p. 118-119. Entrée du 8 septembre 1946.
2. ALBERTELLI (Sébastien) *Les officiers du BCRA, Londres, 1940-1944. Essai d'étude prosopographique*, mémoire de DEA, sous la dir. de J.-P. Azéma, IEP de Paris, 1999.
3. Passy, réorganisation du SR, 26 novembre 1941, Archives nationales (AN) 3AG2/7/147 ; Passy, réorganisation du SR, 22 décembre 1941, AN 3AG2/7/145.
4. Rémy, « Rapport critique sur le fonctionnement du BCRA et sur les améliorations à y apporter », 12 mars 1943, AN 3AG2/7/82 ; Rémy, « Rapport confidentiel au Commandant Manuel », 23 février 1943, AN 3AG2/7/86.
5. PASSY (Colonel), *Souvenirs. I. 2<sup>e</sup> Bureau Londres*, Raoul Solar, 1947, p. 54-55.
6. *Ibid.*, p. 58 ; lettre du Premier ministre au secrétaire d'État à la Guerre, 23 juillet 1940 et lettre du Premier ministre au général Ismay, 5 août 1940, in CHURCHILL (Winston), *Mémoires de la Deuxième Guerre mondiale. L'heure tragique. I. La chute de la France*, Plon, Paris, 1949, p. 354 et 362.
7. WEST (Nigel), MI6. *British Secret Intelligence Service Operations, 1909-1945*, Georges Weidenfeld & Nicolson Ltd ; Random House, Inc, 1983, p. 112-114.
8. READ (Anthony) et FISHER (David), *Colonel Z : the life and times of a master of spies*, Hodder and Stoughton, 1984, p. 311-312 ; CAVE BROWN (Anthony), *C& : the secret life of Sir Stewart Graham*

- Menzies, *spymaster to Winston Churchill*, Macmillan, 1987, p. 269, 357 ; JAKUB (Jay), *Spies and saboteurs : Anglo-American collaboration and rivalry in human intelligence collection and special operations, 1940-45*, MacMillan-St. Martin's Press, 1999, p. 42.
9. RICHARDS (Sir Brook), *Flottilles secrètes. Les liaisons clandestines en France et en Afrique du Nord, 1940-1944*, Éditions M.D.V., 2001, p. 104-105, 128-129.
  10. READ et FISHER, *Colonel Z...*, *op.cit.*, p. 189.
  11. « Les FFL et l'Angleterre », Londres, 15 octobre 1940, AN 3AG2/4/5.
  12. Passy, carnet de notes personnelles, entrées des 7 janvier et 17 janvier 1941, archives privées.
  13. Rapport personnel du lieutenant-colonel Passy au général de Gaulle, Londres, 16 août 1943, in *Livre Blanc du BCRA*, partie IV, chapitre I, annexe 5.
  14. PASSY, *2e Bureau*, *op.cit.*, p. 54-60.
  15. VAN YPERSELE (Laurence) et DEBRUYNE (Emmanuel), *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre*, Éditions Labor, 2004, p. 33 sq. ; WEST, *MI6*, *op.cit.*, p. 9-12.
  16. ALBERTELLI (Sébastien), *Les services secrets de la France Libre : le Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA), 1940-1944*, thèse d'histoire, sous la direction de J.-P. Azéma, 2006, p. 352-353.
  17. Manuel, projet, 17 décembre 1941, AN 3AG2/10/d.1/9.
  18. J. Bingen, « Situation critique des Liaisons avec les Patriotes de France », 17 juillet 1942, AN 3AG2/16/5 ; note de Bienvenuë à Passy « Moyens indispensables pour la mise en œuvre du projet de plan d'action en France », 6 février 1942, AN 3AG2/170/14.
  19. MEYSONNIER (Jean-Philippe), « Le réseau Gallia à Lyon, 1943-1944 », in DOUZOU (Laurent), et alii (dir.), *La Résistance et les Français : Villes, centres et logiques de décision*, Cachan, supplément au *Bulletin de l'IHTP*, n° 61, 1996, p. 83-100.
  20. Courriers expédiés par les réseaux R, AN 3AG2/19/d.1/3 ; télégrammes expédiés de France pour la section R, AN 3AG2/19/d.1/5.
  21. Ce chiffre ne prend en compte ni janvier, ni février 1943, pour lesquels nous ne disposons pas de données.
  22. Ce chiffre ne prend pas en compte janvier 1944, pour lequel nous ne disposons pas de données (600 ?).
  23. Lettre de Philip à de Gaulle, 5 octobre 1943, F1a 3 735.
  24. PASSY (Colonel), *Missions secrètes en France. Novembre 1942-juin 1943. Souvenirs du BCRA*, Plon, 1951, p. 296-297.
  25. Rapport personnel du lieutenant-colonel Passy au général de Gaulle, Londres, 16 août 1943, *doc. cit.* ; note de Passy à Soustelle, Londres, 6 avril 1944, AN 3AG1/266/d.4.
  26. Sporborg à Nelson, « General de Gaulle's letter to the Secretary of State for Foreign Affairs dated 22<sup>nd</sup> December, 1941 », 1<sup>er</sup> janvier 1942, PRO/HS6/311.
  27. Rapports d'activités de l'OSS-SI London, consultés en NA RG 226 Entry 210 Box 73 folder 6 & 7.
  28. DONOVAN (W. J.), *Memorandum for the Secretary of State*, 6 avril 1945, NA M1642 Roll 21 frame 45-60.
  29. Télégrammes de Raymond, 9 février 1942, in RÉMY, *Bruneval. Opération Coup de Croc*, Presses Pocket, 1971, p.104. ; Major Général Davidson à Menzies, 8 avril 1942, in *Livre Blanc du BCRA*, 1<sup>re</sup> partie, chap. VI.
  30. Lettre de De Gaulle à Eden (copie à Alan F. Brooke), 7 mai 1942, PRO/HS6/311.

---

## RÉSUMÉS

Le BCRA gaulliste ne fut pas seulement un service de renseignement. Le renseignement n'en représenta pas moins une part importante de son activité. Il relevait d'une section spécialisée, la section R, à qui sa collaboration avec l'*Intelligence Service* – parfois tumultueuse – permit d'obtenir de substantiels résultats. Ces résultats conférèrent au BCRA un poids tout particulier au sein de la France libre et constituèrent l'un des atouts dont le général de Gaulle espérait tirer profit dans ses relations avec les alliés.

*The BCRA - the Intelligence arm of Free France.* The Gaullist BCRA in the Second World War was not solely an intelligence organisation. Nevertheless, intelligence work certainly represented an important part of its activity. It was the concern of a specialist section, Section R, whose collaboration with the British Secret Intelligence Service (the SIS) – though at times turbulent – enabled it to achieve some substantial results. These results conferred a quite special weight and status on the BCRA within the ambit of the Free French as a whole, and constituted one of the assets that General de Gaulle hoped he could exploit to gain advantage during his dealings with the other Allies.

## INDEX

**Mots-clés :** BCRA, renseignement

## AUTEUR

### SÉBASTIEN ALBERTELLI

Agrégé d'histoire, il a soutenu en 2006, sous la direction de Jean-Pierre Azéma, une thèse d'histoire à l'IEP de Paris : *Les services spéciaux de la France libre : le bureau central de renseignement et d'action (BCRA), 1940-1944*. Il prépare un ouvrage sur le même sujet, à paraître chez Perrin.